



L'activité économique ne retrouve pas son niveau d'avant-crise

En 2013, les effets de la crise économique et financière se font encore sentir sur la croissance économique en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Depuis 2008, le produit intérieur brut régional recule chaque année de 0,8 % en moyenne, alors qu'il progresse de 0,2 % en France de province. Le Grand Est accuse ainsi vingt points de retard de croissance entre 1990 et 2013.

Rapportée à sa population, la richesse dégagée par l'appareil productif régional baisse également depuis le début de la crise. Ces moindres performances économiques s'expliquent moins par les spécialisations sectorielles régionales que par la baisse du nombre d'emplois. Même si la région, de tradition agricole et industrielle, souffre plus du ralentissement des activités productives depuis 2008, sa richesse dégagée par emploi continue de progresser et se maintient au niveau de la moyenne de France de province. Malgré la progression du taux d'activité et un moindre vieillissement de la population, la situation du marché du travail dans le Grand Est apparaît particulièrement dégradée. L'importance du travail frontalier dans la région et sa progression depuis vingt ans sont concomitantes du déséquilibre entre le nombre d'emplois exercés dans la région et la population active occupée.

Audrey Isel, Christiane Kuhn, Insee

En 2013, le produit intérieur brut (PIB) de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine s'élève à 144 milliards d'euros, soit 7,1 % de la richesse nationale. Cinq ans après le début de la crise économique et financière, la région n'a toujours pas retrouvé son niveau d'activité antérieur. Hormis le léger rebond de 2011, son PIB n'a en effet cessé de reculer depuis 2008. Avec la Bourgogne-Franche-Comté et le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, voire la Normandie, le Grand Est fait partie des dernières régions françaises à ne pas être sorties de la crise.

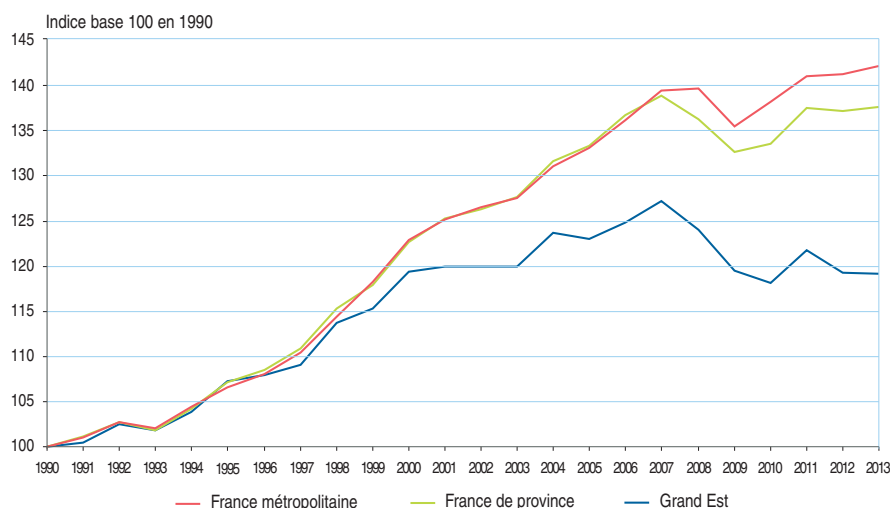
Un décrochage de la croissance économique régionale depuis 2000

Avec un rythme de + 0,8 % par an en moyenne depuis 1990, la croissance économique régionale apparaît limitée, en deçà de celle de la France de province (+ 1,4 %). Seule la Bourgogne-Franche-Comté est moins dynamique. En phase

avec la croissance nationale dans les années 1990, la trajectoire régionale décroche véritablement au début des années 2000 (figure 1). Plus ouverte à

1 Vingt points de retard de croissance accumulés entre 1990 et 2013

Évolution du PIB en volume



Lecture : entre 1990 et 2013, le PIB a augmenté de 19,2 % dans le Grand Est.
Source : Insee, Comptes régionaux, base 2010.

l'international, la région subit davantage le ralentissement de l'activité mondiale, en particulier allemande, suite notamment à l'écroulement de la « bulle internet ». Cette période coïncide également avec un ralentissement de la croissance de sa population par rapport à la moyenne nationale. Ce moindre dynamisme démographique, qui ne fait que s'accroître depuis, freine la croissance économique, par une plus faible demande interne aux agents économiques locaux. En retour, la croissance démographique est sans doute aussi affectée par le ralentissement de l'activité. Entre 1999 et 2008, le PIB augmente ainsi deux fois moins vite dans le Grand Est qu'en France de province : + 0,8 % par an, contre + 1,6 %. Depuis 2008, les rythmes d'évolution divergent encore davantage, la région ayant subi de plein fouet la crise. Alors qu'il progresse en moyenne de 0,2 % par an en France de province, le PIB recule chaque année de 0,8 % dans la région entre 2008 et 2013. Depuis 1990, elle accumule ainsi près de vingt points de retard par rapport à la croissance de la France de province.

Un PIB par habitant en retrait, surtout depuis la crise

Rapportée à sa population, la richesse dégagée par l'appareil productif régional ne se situe que dans la deuxième moitié du classement des régions françaises en 2013 (figure 2) : le PIB par habitant s'établit à 26 700 € dans le Grand Est, soit 1 000 € de moins qu'en moyenne de France de province. Malgré une progression annuelle moyenne de 2,0 % depuis 1990, la position relative de la région s'est dégradée. En 1990, son PIB par habitant était en effet encore supérieur de 4,2 % à celui de la moyenne des régions de province. Bien qu'accumulant du retard année après année, la région affiche une croissance soutenue jusqu'en 2008, à un rythme de 2,6 % par an.

Avec la crise, le PIB par habitant régional connaît en revanche un coup d'arrêt particulièrement brutal par rapport aux autres régions françaises : entre 2008 et 2013, il baisse chaque année de 0,1 % en moyenne, alors qu'il augmente de 0,5 % en France de province.

Une décomposition du PIB par habitant permet d'éclairer les disparités régionales et de comprendre leurs évolutions. Deux principaux indicateurs sont ainsi analysés : le PIB par emploi et le taux global d'emploi (encadré). Le premier reflète à la fois la structure d'activité régionale et la productivité du travail dans chaque secteur. Le second dépend pour sa part de facteurs sociodémographiques.

La structure du tissu productif régional pèse sur la croissance

Le PIB par emploi dans le Grand Est est plus proche de la moyenne de France de province que le PIB par habitant, à 70 000 € contre 70 200 € en province en 2013 (figure 3). La région a perdu du terrain par rapport à 1990, malgré une progression annuelle moyenne de 2,1 %. À cette époque, elle occupait encore la deuxième place du classement des régions de province, derrière Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le niveau du PIB par emploi est très dépendant de la structure de l'activité économique régionale, car il est fortement lié à la présence de secteurs à forte valeur ajoutée. Les moindres performances du Grand Est ces dernières années s'expliquent par une orientation du tissu productif régional qui reste plus agricole et plus industrielle malgré la tertiarisation de son économie, ainsi que par une moindre spécialisation dans les activités tertiaires à forte valeur ajoutée (figure 4).

2 Un PIB par habitant inférieur à la moyenne de province



PIB par habitant (en euros)	
■ 30 000 ou plus	France de province : 27 700
■ de 27 000 à moins de 30 000	France métropolitaine : 32 600
■ de 26 000 à moins de 27 000	Île de France : 53 600
■ moins de 26 000	ACAL : 26 700

© IGN - Insee 2016

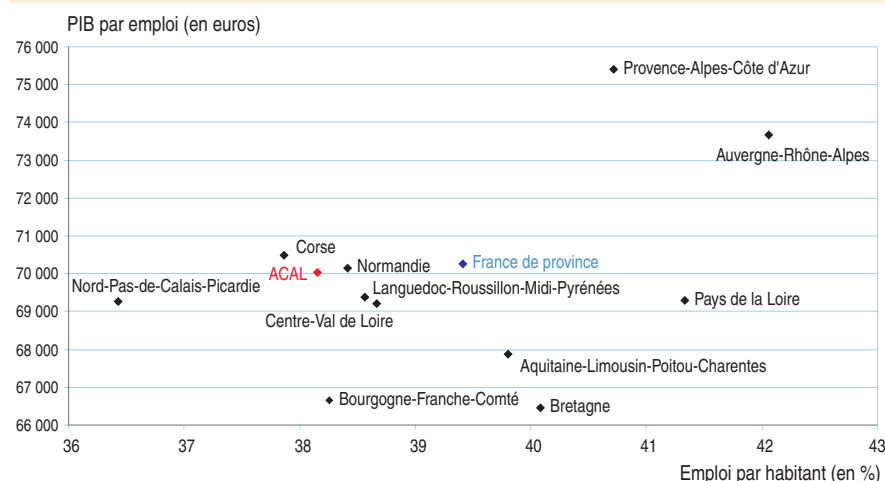
Source : Insee, recensements de la population et Comptes régionaux 2013, base 2010.

La valeur ajoutée par emploi est faible dans l'agriculture, car ce secteur nécessite une main d'œuvre relativement importante pour créer de la richesse. La spécialisation agricole de la région pèse ainsi sur la productivité globale du travail. De tradition industrielle, la région souffre aussi davantage du recul des activités de la sphère productive, en particulier depuis la crise. Celles-ci sont en plus sensiblement moins performantes : - 1,7 % en moyenne annuelle pour l'industrie régionale entre 2008 et 2013, contre - 0,4 % en France de province. La fabrication de matériels de transport en particulier est à la peine ces dernières années, elle apparaît désormais en retrait dans la région par rapport à la moyenne de province. La fabrication d'équipements et de machines est en revanche un peu plus dynamique dans la région, ainsi que, dans une moindre mesure, les industries extractives, l'énergie, l'eau, la gestion des déchets et la dépollution. Parmi les activités tertiaires, celles liées à l'information et la communication, ainsi qu'aux services aux entreprises, sont faiblement implantées dans la région, alors qu'il s'agit de secteurs à productivité apparente du travail relativement élevée. La bonne progression de la valeur ajoutée dans les autres activités de service est enfin à relativiser, de par la faiblesse de la productivité apparente du travail dans ces secteurs.

La croissance du taux d'activité, seul effet favorable

Deuxième composante influant sur le PIB par habitant, le taux global d'emploi, rapport du nombre d'emplois à la population, apparaît relativement faible dans le Grand Est.

3 Un PIB par emploi dans la moyenne, mais moins d'emplois



Lecture : en 2013, le PIB par emploi s'élève à 70 000 € en ACAL. 38 emplois y sont occupés pour 100 habitants.
Source : Insee, Estel et Comptes régionaux 2013, base 2010.

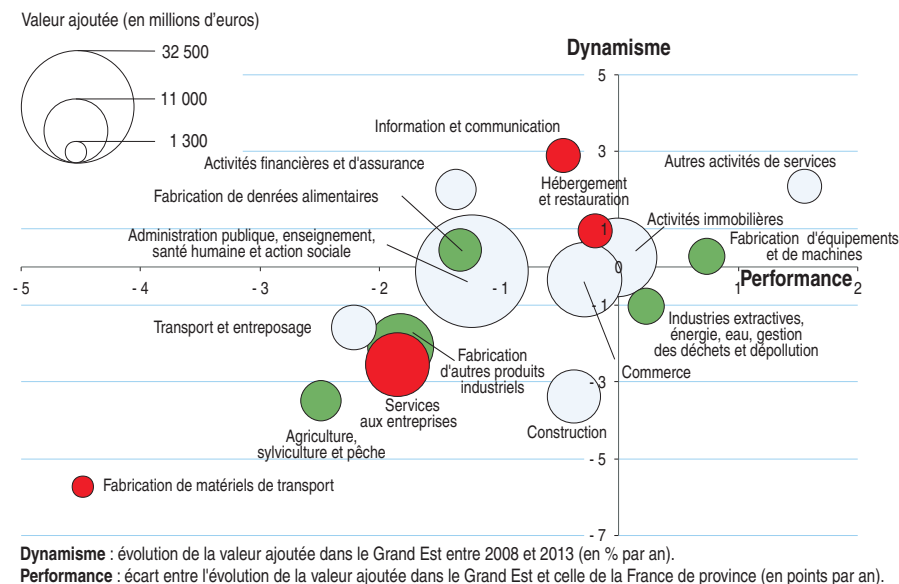
La région occupe en 2013 l'une des dernières places du classement avec la Bourgogne-Franche-Comté, la Corse et la Normandie, devant le Nord-Pas-de-Calais-Picardie. En 1990, elle se situait encore en position médiane.

Ce taux global d'emploi peut se décomposer lui-même en quatre facteurs (*encadré*) : l'attractivité régionale (au sens des emplois occupés par des non-résidents régionaux), le chômage sur le marché du travail régional, le taux d'activité et un effet purement démographique. Depuis 1990, seul le taux d'activité constitue un facteur favorable à sa croissance dans le Grand Est, comme dans la quasi-totalité des régions métropolitaines (*figure 5*). Cette augmentation tient principalement à la hausse du taux d'activité des femmes, notamment dans les années 1990. Légèrement en retrait en début de période, le taux d'activité régional a progressé plus vite qu'ailleurs, pour atteindre le niveau national médian en 2013, à 73 % des 15-64 ans.

Une situation du marché du travail plus dégradée, combinée à une hausse du travail frontalier

En 2013, le Grand Est présente un déséquilibre important entre sa population active occupée et l'ensemble de sa population active (y compris les chômeurs). Cette situation est le résultat d'une dégradation progressive de son marché du travail. Depuis 1990, le taux de chômage a ainsi gagné cinq points dans la région. Bien que le nombre de chômeurs ait

4 Depuis la crise, l'appareil productif est moins performant



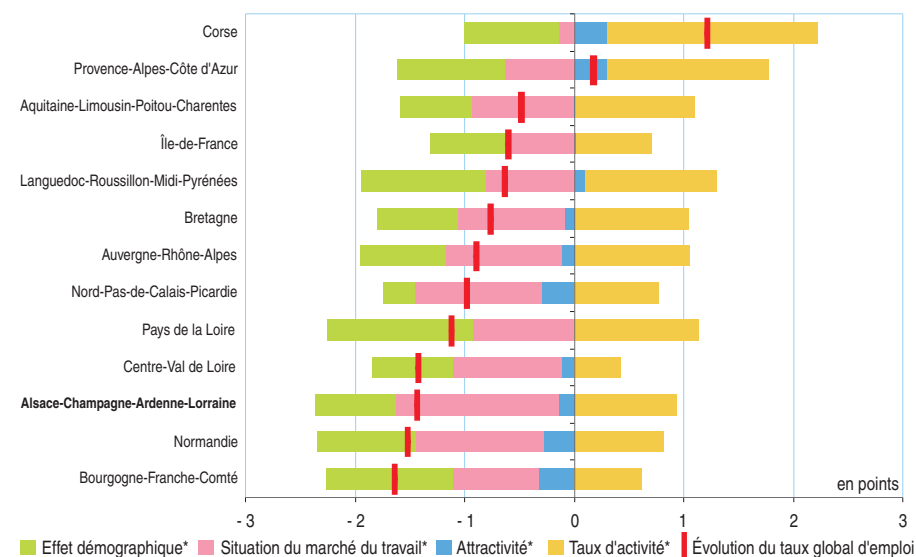
augmenté dans presque toutes les régions métropolitaines depuis la crise, c'est dans le Grand Est que la hausse récente a été la plus forte (+ 3 points), juste devant le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et la Normandie. Alors qu'en 1990 la région appartenait encore à celles qui possédaient les marchés du travail les plus équilibrés, sa situation n'a cessé de se détériorer depuis. Elle occupe désormais l'avant-dernière place du classement pour la part de population active occupée dans la population active totale, avec le Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et devant le Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Cette dégradation de

la situation pénalise l'évolution du taux global d'emploi de la région.

L'attractivité économique d'une région contribue aussi à l'évolution de son taux global d'emploi. Elle est mesurée en rapportant le nombre d'emplois présents sur son territoire à sa population active occupée résidente. Un rapport supérieur à 100 % signifie que la région accueille des travailleurs venant d'autres territoires (régions ou pays). Dans le Grand Est, ce rapport n'est que de 93 % en 2013, soit le plus faible de France. Le déséquilibre entre le nombre d'emplois exercés dans la région et la population active occupée tient à la position géographique de la région. De nombreuses personnes résident en effet dans la région, tout en travaillant de l'autre côté d'une frontière régionale, que ce soit en Île-de-France ou dans l'un des quatre pays voisins. En 2013, 7,1 % de la population active occupée travaille en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne ou en Suisse. Le travail frontalier prend d'ailleurs toujours plus d'ampleur dans le Grand Est : + 83 % depuis 1990. En conséquence, l'indicateur d'attractivité économique de la région a perdu trois points entre 1990 et 2013, soit la plus forte baisse enregistrée en France métropolitaine. L'emploi exercé en dehors de la région constitue cependant un atout pour l'économie régionale. La proximité avec ces territoires crée des opportunités supplémentaires d'emploi pour les régionaux, alors que la situation sur le marché du travail local est plutôt difficile. En outre, les travailleurs exerçant un emploi en dehors de la région perçoivent des revenus provenant de l'extérieur mais qui sont consommés en grande partie localement.

5 La progression du taux d'activité limite la dégradation du nombre d'emplois par habitant

Évolution et décomposition de l'évolution du ratio emploi par habitant entre 2008 et 2013



* voir définitions

Lecture : entre 2008 et 2013, l'emploi par habitant a reculé de 1,4 point dans le Grand Est. Le seul effet démographique a fait perdre 0,7 point à ce ratio, la composante reflétant la situation du marché du travail lui en a fait perdre 1,5 et celle estimant l'attractivité de la région 0,1 point. À l'inverse, la progression du taux d'activité a contribué à améliorer le taux d'emploi par habitant de 0,9 point.

Source : Insee, recensements de la population, Estel et Comptes régionaux, base 2010.

Malgré le vieillissement, la population en âge de travailler reste plus importante

En 2013, comme en 1990, la région détient la plus forte part d'habitants en âge de travailler de France de province. Le

vieillessement de la population n'est pas aussi marqué qu'ailleurs. La part des plus de 64 ans dans la population régionale y est en effet sensiblement plus faible qu'en moyenne nationale hors Île-de-France : 17,1 %, contre 18,5 % en 2013. Bien que le rapport de la population en âge de travailler

sur l'ensemble de la population ait reculé de deux points depuis 1990, l'effet démographique pèse moins sur le taux global d'emploi de la région que sur celui des autres, à l'exception du Nord-Pas-de-Calais-Picardie. ■

Définitions

Le **produit intérieur brut (PIB)** régional correspond à la somme des valeurs ajoutées brutes nouvellement créées une année donnée par les unités productrices résidentes dans la région.

Dans cette étude, le PIB est mesuré en volume, c'est-à-dire en excluant les évolutions de prix.

Au niveau régional, le **PIB par habitant** est calculé en rapportant le PIB de la région à la population résidant dans la région. Les différences régionales de PIB par habitant peuvent s'éclairer en prenant en compte deux indicateurs, le **PIB par emploi** et l'emploi par habitant, appelé **taux global d'emploi**. En effet :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{Habitant}}$$

Dans les deux cas, il s'agit de l'emploi régional mesuré au lieu de travail.

Le **taux global d'emploi** peut lui-même se décomposer en quatre facteurs de la manière suivante :

$$\frac{\text{Emploi}}{\text{Habitant}} = \underbrace{\frac{\text{Emploi}}{\text{PAO}}}_{\text{Attractivité}} \times \underbrace{\frac{\text{PAO}}{\text{PA}}}_{\text{Situation du marché du travail}} \times \underbrace{\frac{\text{PA}}{\text{PEAT}}}_{\text{Taux d'activité}} \times \underbrace{\frac{\text{PEAT}}{\text{Habitant}}}_{\text{Effet démographique}}$$

PAO : population active occupée de la région

PA : population active de la région (actifs occupés et chômeurs)

PEAT : population en âge de travailler de la région (personnes âgées de 15 à 64 ans)

Attractivité de la région : si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie qu'il y a plus de personnes venant d'autres régions qui y travaillent que l'inverse.

Situation du marché du travail : il rapporte la population active occupée de la région à sa population active. C'est le complémentaire du taux de chômage au sens du recensement de la population. Plus il est élevé, meilleure est la situation du marché du travail local, car la part des chômeurs dans la population active est plus faible.

Taux d'activité : il rapporte le nombre d'actifs de la région (actifs occupés et chômeurs) à l'ensemble de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Effet démographique : il rapporte la population en âge de travailler de la région (15-64 ans) à son nombre d'habitants. Ainsi, si la population locale est très jeune ou si elle est vieillissante, le ratio est faible.

Au total, le PIB par habitant peut être décomposé en cinq facteurs :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PA}} \times \frac{\text{PA}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{Habitant}}$$

Source

L'Insee publie annuellement des produits intérieurs bruts régionaux. Leur élaboration suit un cadre fixé par le règlement européen. Les comptes régionaux des DOM ne sont disponibles qu'à partir de l'année 2000. Les résultats sont disponibles sur le site insee.fr.

Insee Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
Cité Administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :
Joël Creusat
Rédacteur en chef :
Jacques Marty

ISSN 2492-4547
© Insee 2016

Pour en savoir plus

- Hurpeau B., « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », *Insee Focus* n° 60, juillet 2016.
- Brière L. et Clément E., « Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », *Insee Première* n° 1501, juin 2014.
- Fridel Y. et Moreau S., « Croissance économique en retrait dès l'année 2000 en Alsace », *Chiffres pour l'Alsace* n° 51, juin 2014.
- Van Lu A., « La croissance économique depuis 20 ans en Champagne-Ardenne - Industrie et agriculture : une forte influence sur la croissance », *Insee Flash Champagne-Ardenne* n° 181, juin 2014.
- Ast D., « Une croissance économique faible en Lorraine », *Économie Lorraine* n° 337, juin 2014.

